



DOUANE

FLASH INFO

ENQUÊTE CFDT TASER, CAMÉRAS... VOICI VOS ATTENTES

Avant les JOP, la **CFDT Douane** a lancé une enquête sur les besoins d'évolution du matériel en Surveillance.

Avant de porter nos revendicatifs sur cette question spécifique des équipements auprès de la Direction, il était important de prendre la mesure des difficultés quotidiennes que vous rencontrez dans l'exercice de vos missions et de connaître vos avis, pour faire remonter des besoins qui correspondent aux réalités du terrain !

Les résultats de cette enquête (pages suivantes) révèlent des tendances significatives.

Ces données brutes nécessitent d'être affinées et pondérées par une analyse plus approfondie, tenant compte du type d'unité d'affectation (BSE/BSI, etc.), de la spécialité (piéton, motard, maître-chien, opérateur) et des missions (route, aéroport, encadrement, etc.).

Notre enquête permet de poser la première pierre d'un chantier qui nous semblait urgent, sur l'évolution stratégique des équipements de la Surveillance.

La CFDT Douane tenait à alerter la Direction Générale sur l'impérieuse nécessité de faire évoluer rapidement nos équipements. La Douane est mobilisée sur tous les fronts, mais reste cruellement dépourvue de moyens adéquats. Nous refusons de rester démunis face aux risques que nous affrontons quotidiennement.

Vous avez massivement répondu à notre enquête et nous avons désormais une vision plus fine de vos attentes.

Fort de ces résultats nous allons saisir l'Administration pour demander la mise en place des expérimentations. Une fois de plus c'est le cœur de métier et la sécurité qui animent la CFDT Douane et orientent ses revendications.

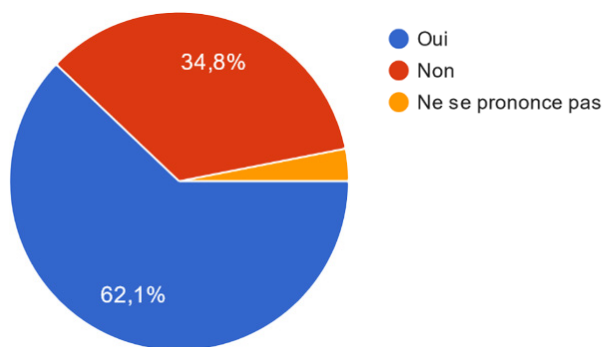
Merci à toutes et à tous pour votre participation. Nous espérons ainsi faire avancer significativement vos droits et répondre à vos attentes. **Il est temps que la Direction Générale prenne ses responsabilités et engage les actions qui s'imposent.**



LA CHARGE MENTALE

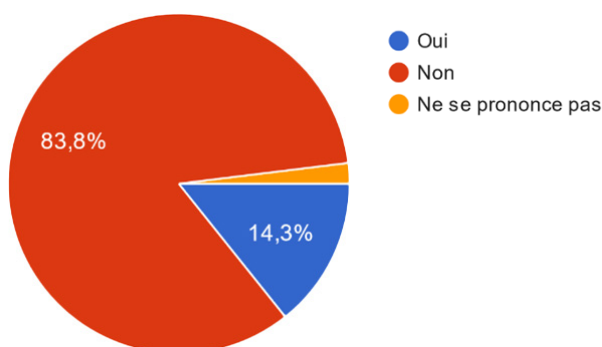
Avez-vous déjà été menacé verbalement par un usager ?

Vos réponses convergent, vous évoquez des menaces de mort, de représailles, d'attaque sur nos familles, ainsi que des insultes et grossièreté.



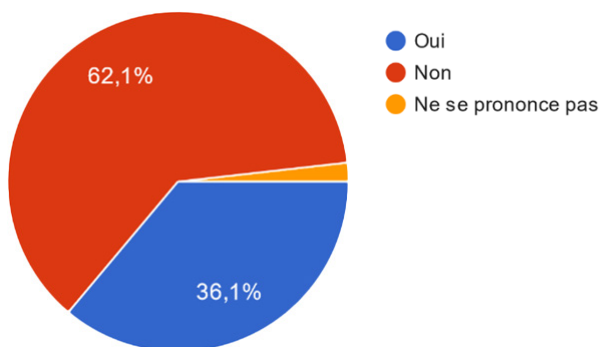
Avez-vous déjà été victime d'agression physique par un usager ?

La majorité d'entre vous décrivent comme agression : des actes de rébellion, des coups, des corps à corps et des tentatives d'étranglement, de percussion par un véhicule, de jet d'objet contondant ...



Avez-vous déjà été accusé par un usager ?

Environ 60% des collègues qui nous ont répondu « oui », le sont pour des accusations de racisme et les 40 % restant pour des accusations de vol.



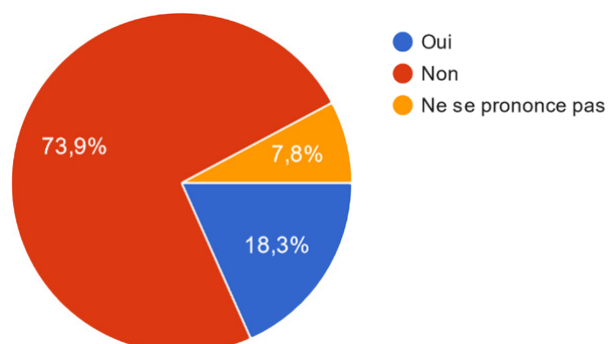
LES BESOINS EN ÉQUIPEMENT

Pensez-vous être suffisamment équipé pour lutter contre l'augmentation des risques en contrôle ?

73,9 % des agents estiment ne pas être suffisamment équipés pour faire face aux menaces.

C'est ce que révèlent les résultats alarmants de notre questionnaire sur les équipements de la surveillance.

Le constat est sans appel : nous n'avons pas les moyens de notre politique !



QUELLES MESURES CONCRÈTES POUR ASSURER NOTRE SÉCURITÉ ?

Souhaitez-vous être équipé d'une caméra piéton ?

Pour le Oui, vous mettez en avant : « éviter les accusations mensongères » « rendre le contrôle plus serein » « éviter les provocations » « fournir des preuves en cas de débordement ».

Pour le Non, vous mettez en avant : « trop encombrant » « risque de flicage par la hiérarchie » « pas pratique pour les fouilles ».

CAMÉRAS PIÉTONS

Massivement les administrations partenaires en sont équipées : police, gendarmerie. Il en est de même pour les contrôleurs de bus, agents de la SNCF (SUGE et personnels dans les trains).

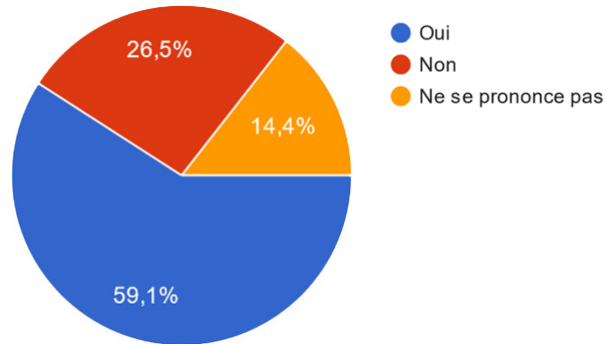
Au-delà des menaces et des agressions que nous subissons au quotidien (4 oppositions à fonction/jour), l'enquête révèle que 36,1% d'entre nous ont été accusés à tort de vol ou de comportements déontologiquement inappropriés.

Pour la CFDT Douane, l'Administration doit se pencher sur ce matériel et mettre en place une 1ère expérimentation.

Bien sûr, il est impératif que cet usage soit rigoureusement encadré.

Comme le souligne l'enquête, la problématique liée à l'encombrement et à l'accumulation des équipements de protection ou de défense mérite d'être examinée attentivement.

Enfin, il est indispensable que le déclenchement de la caméra se fasse à l'initiative des agents, afin que cet outil de protection ne soit pas détourné de son but premier et devienne un outil de flicage pour des hiérarques peu bienveillants.



Souhaitez-vous être équipé d'un Taser ?

Pour le Oui, vous mettez en avant : « Pouvoir dissuasif » « plus facile à utiliser que le bâton de défense » « moyen de défense intermédiaire non léthal ».

Pour le Non, vous mettez en avant : « trop encombrant » « inadapté dans certains lieux comme les aéroports » « double emploi avec le bâton ou la gazeuse » « besoin d'une nouvelle formation » « ne pas multiplier les moyens de défense ».

TASER

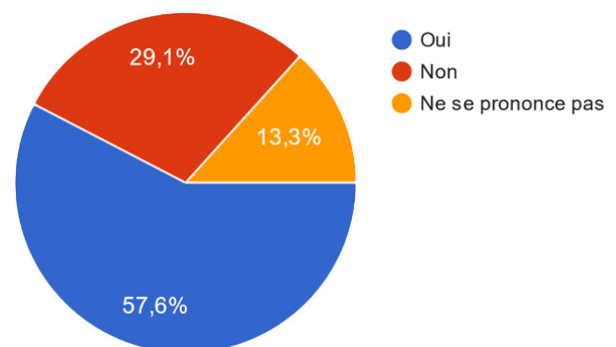
57,6 % des agents souhaitent être équipés d'un Taser. Ce moyen intermédiaire non léthal est un outil qui est reconnu comme étant dissuasif.

Là aussi, une expérimentation pourrait être enclenchée sur la base d'un Taser par équipe test. La question de sa cohabitation avec la bombe lacrymogène et le BTP doit être posée, toujours dans une logique de ne pas multiplier le poids des équipements.

Le Taser offre une alternative supplémentaire avant l'usage de l'arme de service. La majorité des agents estime que l'utilisation de la matraque nécessite une technicité que nous n'avons pas (formations pratiques trop rares), avec le risque que l'individu s'en empare.

Quant à la bombe incapacitante, elle présente des risques pour les agents eux-mêmes en fonction de l'orientation du vent et n'arrête pas immédiatement un individu déterminé.

Le Taser, en revanche, impose immédiatement l'autorité du service face à des usagers qui comprennent qu'ils risquent une décharge s'ils vont trop loin.



Toutes ces options doivent être réfléchies dans le cadre d'une grande concertation.

Pensez-vous qu'il serait utile de pouvoir ramener son arme à son domicile ?

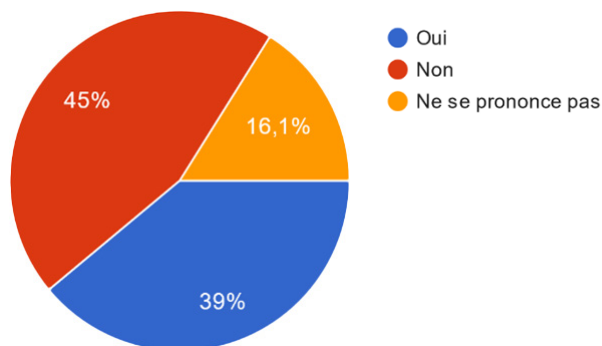
Pour le **Oui**, vous mettez en avant : « Augmentation de l'insécurité » « trajet domicile travail et sécurisation des transports en commun » « prêter assistance », « doit se faire sur la base du volontariat »

Pour le **Non**, vous mettez en avant : « la responsabilité », « problème de stockage », « risque de vol », « risque d'incident ».

L'ARME À DOMICILE.

Nous avons souhaité ouvrir le débat concernant l'arme à domicile, les résultats sont mitigés. Pour le moment le « Non » l'emporte (45%) contre 39% pour le « oui ». Cette possibilité est offerte aux policiers et aux gendarmes sur la base d'une autorisation délivrée par leur hiérarchie. Comme nombre d'entre vous l'indique dans leur expression libre, cette évolution doit avant tout être une option soumise au volontariat des agents.

La CFDT est favorable à ouvrir le débat.



Souhaiteriez-vous que votre service soit équipé de détecteur de balises ?

A une très large majorité vous répondez « oui ».

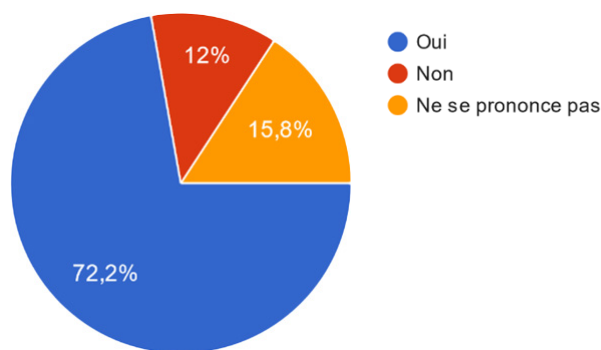
Pour le « non » vous mettez en avant l'encombrement et le poids des équipements.

DÉTECTEURS DE BALISES UNE DEMANDE IGNORÉE PAR LA DG !

Vous souhaitez massivement être dotés de cet équipement (72,2%). Depuis plusieurs années, nous le réclamons pour sécuriser les moyens de transport ou les colis que nous ramenons dans les unités.

Rappelons-nous qu'à la BSI de Bayonne, des infracteurs ont réussi à pénétrer jusque dans la cour de la BSI...

Là il ne faut plus attendre, la DG doit passer à l'acte, il en va de la sécurité immédiate des agents.



À SUIVRE...

Cette enquête n'est pas exhaustive.

Vous avez attiré notre attention sur certains équipements que nous n'avons pas mentionnés (gilets tactiques fluorescents, lampes pour les contrôles,...). Ces équipements, bien qu'ils ne figurent pas sur le carnet à points, nous sont réclamés en

restitution lorsque nous quittons la résidence, une exigence qui paraît tout à fait absurde. Ce point a été pleinement pris en compte et intégré à notre liste de revendications.

La CFDT Douane ne souhaite pas en rester là. D'autres chantiers doivent suivre :

- Les Oppositions à Fonction, sujet qui a tristement marqué l'actualité au moins d'août suite à l'assassinat du gendarme Eric Comyn.
- Le soutien hiérarchique lors d'événements ou incidents graves
- Les problèmes de sécurité des bâtiments (marchandises saisis / vols / normes).
- La sécurité des VL (grille de séparation entre la malle et l'habitacle) ou VL non adaptées aux missions notamment pour les EMC.
- Problème des zones blanches.

Des sujets pratiques qui échappent parfois aux radars de l'Administration et qui pourtant seraient extrêmement structurants pour la vie et la sécurité des agents s'ils étaient mieux traités.

Bref, il y a du pain sur la planche !